

l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la santé et le Comité international de la Croix-Rouge,

Reconnaissant le rôle important que jouent les organisations non gouvernementales,

Rappelant sa résolution 1990/78 du 27 juillet 1990, dans laquelle il a prié le Secrétaire général d'engager un examen à l'échelle du système pour évaluer l'expérience et les moyens dont disposent diverses organisations en ce qui concerne la coordination de l'assistance à tous les réfugiés, personnes déplacées et rapatriés,

Se félicitant de la politique concernant les femmes réfugiées récemment adoptée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés⁵³ et ultérieurement approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/140 A du 14 décembre 1990,

Se félicitant également des Directives concernant les enfants réfugiés publiées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général⁵⁴ et du rapport de la Réunion du Groupe d'experts sur les femmes et les enfants réfugiés et déplacés qui s'est tenue à Vienne du 2 au 6 juillet 1990⁵⁵,

1. *Invite* les Etats Membres à s'attaquer d'urgence, en coopération avec les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, aux causes fondamentales des mouvements et des déplacements de réfugiés;

2. *Prie* la communauté internationale de donner la priorité à l'octroi d'une protection internationale aux femmes et aux enfants réfugiés en appliquant des mesures leur garantissant une meilleure protection contre les violences physiques, les mauvais traitements sexuels, les enlèvements et les situations qui pourraient les contraindre à des activités illicites;

3. *Prie instamment* les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales de veiller à tenir pleinement compte des besoins et des ressources spécifiques des femmes et des enfants réfugiés et déplacés dans la planification de leurs activités et de leurs programmes;

4. *Prie de même instamment* les Etats Membres, les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales de veiller à ce que les femmes réfugiées et déplacées reçoivent des informations suffisantes pour pouvoir décider elles-mêmes de leur avenir;

5. *Encourage* les Etats Membres et les organisations compétentes à délivrer des documents d'identité et des attestations d'inscription individuels à toutes les femmes réfugiées sans discrimination et, chaque fois que possible, aux enfants réfugiés, que ces femmes ou ces enfants soient accompagnés ou non de membres masculins de leur famille;

6. *Invite instamment* les Etats Membres et les organisations intéressées à veiller à ce que les femmes réfugiées et déplacées participent pleinement à l'évaluation

de leurs besoins ainsi qu'à la planification et à la mise en œuvre des programmes;

7. *Prie* le Secrétaire général de faire en sorte que l'examen à l'échelle du système visant à évaluer l'expérience et les moyens dont disposent diverses organisations en ce qui concerne la coordination de l'assistance à tous les réfugiés, personnes déplacées et rapatriés évalue, en particulier, la façon dont ces organisations se penchent sur la situation des femmes et des enfants réfugiés;

8. *Encourage* les organisations internationales à développer les moyens dont elles disposent pour répondre aux besoins des femmes et des enfants réfugiés et déplacés en coordonnant davantage leurs efforts;

9. *Félicite* les Etats Membres qui, bien qu'ils aient eux-mêmes de graves problèmes dans les domaines de l'économie et du développement, continuent d'admettre de nombreux réfugiés sur leur territoire et souligne qu'il importe que la communauté internationale partage ce fardeau;

10. *Demande* à tous les organismes des Nations Unies et aux autres organisations intergouvernementales, aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales et aux organismes de financement qui jouent un rôle dans l'assistance et la protection des réfugiés et des personnes déplacées d'adopter, s'ils ne l'ont pas encore fait, une politique au sujet des femmes et des enfants réfugiés et déplacés qui prévoie la prise en compte intégrale des femmes et des enfants dans leurs programmes, dans leurs domaines de compétence respectifs, ainsi qu'un calendrier et des modalités de mise en œuvre;

11. *Demande instamment* que soit recruté du personnel, particulièrement du personnel féminin de terrain, en mesure de fournir une assistance et une protection correspondant aux besoins spécifiques des femmes et des enfants réfugiés;

12. *Invite* les organisations qui ont des activités intéressant les réfugiés à faire en sorte que leurs principaux fonctionnaires reçoivent une formation qui leur fasse prendre conscience des problèmes propres aux femmes réfugiées et déplacées et leur permette d'acquérir des compétences afin d'organiser des activités de protection et d'assistance appropriées;

13. *Demande instamment* que les statistiques relatives aux réfugiés soient établies de façon à inclure des ventilations par classe d'âge et par sexe, afin de fournir une représentation précise de la population réfugiée.

12^e séance plénière
30 mai 1991

1991/24. Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 1990/16 du 24 mai 1990, dans laquelle il a pris acte du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur les travaux de sa dixième session⁵⁶,

⁵³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-cinquième session, Supplément n° 12 A (A/45/12/Add.1)*, par. 24.

⁵⁴ E/CN.6/1991/4.

⁵⁵ EGM/RDWC/1990/1.

⁵⁶ E/1990/34.

*Ayant examiné le rapport du Conseil d'administration de l'Institut sur les travaux de sa onzième session*⁵⁷,

Convaincu que les travaux de l'Institut influent grandement sur les activités de recherche, de formation et d'information touchant l'intégration des femmes au développement, qui sont indispensables pour introduire dans le développement des réformes qui profitent à la femme et à la société,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Conseil d'administration de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme sur les travaux de sa onzième session et des décisions qui y figurent;

2. *Félicite* l'Institut des efforts qu'il fait pour intégrer ses activités de recherche et de formation dans le contexte général du développement régional et national;

3. *Réaffirme* que l'Institut joue un rôle de catalyseur dans l'établissement de méthodes en vue de la réalisation d'activités de recherche, de formation et d'information dans de nouveaux domaines d'intérêt touchant le rôle de la femme dans le développement;

4. *Note avec satisfaction* que l'Institut continue de rechercher des moyens de renforcer sa coopération avec les commissions régionales et leurs centres nationaux de coordination de façon à étendre ses travaux aux niveaux régional et national;

5. *Renouvelle son appel* aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux autres donateurs potentiels, afin qu'ils continuent de verser des contributions, en les accroissant dans la mesure du possible, au Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme, assurant ainsi la continuité et l'expansion des travaux de l'Institut;

6. *Exprime sa gratitude* aux Etats Membres qui ont versé des contributions au Fonds d'affectation spéciale, ce qui a permis à l'Institut de s'acquitter de sa mission, qui est de faire face aux nouveaux défis et de tenir compte de l'évolution de la recherche, de la formation et de l'information dans le domaine de l'intégration des femmes au développement;

7. *Demande* au Secrétaire général de désigner, dans les meilleurs délais, la Directrice de l'Institut pour que celle-ci puisse assumer les fonctions correspondant au mandat défini dans les statuts de l'Institut.

*12^e séance plénière
30 mai 1991*

1991/25. Elimination de la discrimination à l'égard des femmes conformément aux buts de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Le Conseil économique et social,

Rappelant la résolution 34/180 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1979, par laquelle l'Assemblée a adopté la Convention sur l'élimination de

toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes,

Rappelant également la résolution 45/124 de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1990, et sa propre résolution 1990/17 du 24 mai 1990,

Prenant note des résolutions 35/1 et 35/3 de la Commission de la condition de la femme, en date des 4 mars 1991 et 8 mars 1991⁵⁸,

Notant que, dans sa résolution 45/124, l'Assemblée générale a appuyé énergiquement l'opinion du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, selon laquelle le Secrétaire général devrait, dans la limite des ressources existantes, accorder une priorité plus élevée au renforcement du soutien technique et fonctionnel apporté au Comité,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de sa dixième session⁴⁰,

Rappelant que le Comité a décidé de tenir dûment compte, lors de l'examen des rapports, des différents systèmes culturels et socio-économiques des Etats parties à la Convention,

Rappelant avec satisfaction que la pratique s'instaure de réunir un groupe de travail trois à cinq jours avant chaque session du Comité,

Convaincu que, vu le rapport étroit qui existe entre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant, que l'Assemblée générale a adoptée par sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989, les secrétariats du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et du Comité des droits de l'enfant sont appelés à coopérer étroitement,

Se félicitant des recommandations générales que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a formulées dans son rapport sur les travaux de sa dixième session⁴⁹,

Prenant acte avec satisfaction de la tenue du séminaire régional du Pacifique Sud consacré à la Convention à Rarotonga (îles Cook), en mars 1991, et qui a recommandé à tous les Etats insulaires du Pacifique d'adhérer à la Convention,

Considérant que le dixième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes sera marqué le 3 septembre 1991,

1. *Prend acte* du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur les travaux de sa dixième session;

2. *Se félicite* qu'un nombre croissant d'Etats Membres aient ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou y aient adhéré;

3. *Demande instamment* à tous les Etats qui n'ont pas encore ratifié la Convention ou n'y ont pas encore adhéré de le faire dès que possible;

⁵⁷ E/1991/21.

⁵⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1991, Supplément n° 8 (E/1991/28), chap. I, sect. C.